

Solidaires



ET INTERNATIONALISTES!

#124

juin 2024

Spécial Labor Notes

La conférence du Labor Notes

La conférence du Labor notes réunit le syndicalisme indépendant et de base et les travailleurs /euses en lutte pour leurs droits aux États-Unis tous les 2 ans. Un des objectifs est de partager les informations sur les luttes et mobilisations sociales aux États-Unis et l'autre de fournir des formations « de base », militantes, pour les syndicalistes américain-es.

Les conférences de Labor notes accueillent beaucoup de participant-es, principalement des États-Unis : plus de 5 000 aux sessions de 2018, 2022 et 2024. La programmation est très dense, c'est comme un gros Forum social à l'échelle des États-Unis, centré sur les problématiques du travail et du renouveau du syndicalisme américain.

Les principaux secteurs représentés sont ceux de l'industrie, de l'éducation, de la santé, du transport (Teamsters), d'Amazon, de Starbucks et des livreurs, à travers une participation engagée très jeune, féminisée et racisée.

La conférence de 2022 avait été marquée par l'enthousiasme produit par la création des premiers syndicats dans des entrepôts Amazon des États-Unis. Un espoir pour beaucoup de salarié-es qui luttaient pour implanter des syndicats dans les multinationales présentes dans le pays. La conférence de 2024 a mis en avant les victoires de l'UAW (United Auto Workers) après des grèves et des élections professionnelles victorieuses dans plusieurs sites du pays.

La guerre génocidaire en Palestine était aussi très présente à cette session 2024 : plusieurs débats ont eu lieu et un rassemblement a été organisé dans la rue devant le lieu de la conférence.

La conférence Labor Notes est un espace de rencontres des collectifs de travailleuses et de travailleurs et des syndicats pour partager et apprendre de ces expériences d'organisation et de luttes victorieuses.



Conférence du Labor Notes 2024, Chicago – Toutes les photos de ce bulletin sont issues du Labor Notes 2024

Union
syndicale
Solidaires

Bulletin de la commission internationale de l'Union syndicale Solidaires
31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris · (33) 1 58 39 30 20
contact@solidaires.org · solidaires.org

Le syndicalisme aux États-Unis

Les législations américaines sont très restrictives en matière de droit de grève et du travail en général et le syndicalisme américain est regroupé presque exclusivement sous l'AFL-CIO (*American Federation of Labor - Congress of Industrial Organizations*), qui n'est pas connue pour sa combativité.

Depuis quelques années, on assiste néanmoins à la résurgence de luttes dures et à des grèves et à la limite des cadres légaux ou même hors cadre dans différents secteurs : travail précaire (*Jobs for 15\$*), commerce, aéroport, automobile, éducation... Dans certains secteurs, ces luttes se sont soldées par

la création de syndicats puis de leurs victoires aux élections professionnelles, dans l'éducation ou dans Amazon et Starbucks et depuis 2023 dans l'industrie automobile avec l'UAW (*United Auto Workers*)... En soi, connaissant les barrières que peuvent mettre les patrons à la création de syndicats, c'est énorme.



Réunion des délégations internationales présentes au Labor Notes 2024

SOLIDAIRES AU LABOR NOTES 2024

Une délégation de Solidaires et de Sud Amazon était présente à Chicago pour participer à ses rencontres, ateliers et surtout maintenir ses contacts avec nos collègues Américains qui continuent à s'organiser dans les entrepôts Amazon et pas que ! Des camarades du Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés (RSISL) étaient aussi présent-es (CSP Conlutas avec une importante délégation de l'industrie et la CGT-E).

L'Union syndicale Solidaires avait déjà participé aux précédentes rencontres, avec le Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés (RSISL) pour les trois dernières, en 2016, 2018 et 2022 (celle de 2020, en pleine épidémie avait été annulée). Les camarades avaient participé à des rencontres dans leurs différents secteurs, par exemple avec les syndicats de l'éducation qui ont mené des luttes inédites ces dernières années, à Chicago, en Virginie Occidentale, à Baltimore...

Lors des précédentes conférences, Solidaires a été invitée à présenter les luttes en France : Gilets Jaunes et mouvement syndical, retraites, mobilisations dans les secteurs durant la période...

Amazon

Taking on Goliath: Amazon Workers Reflect

(Affronter Goliath : les travailleurs d'Amazon réfléchissent)

Jordan Quinn, un travailleur de l'entrepôt de KCVG au Kentucky nous raconte comment son site s'est organisé. En novembre 2022, Amazon a décidé d'enlever les 2 \$ supplémentaires payés pendant la période de « peak ». Quelques salariés, ont décidé de porter la voix de leurs collègues et de faire signer une pétition pour dénoncer cela. Elle a récolté plus de 2000 signatures sur ce site et Amazon n'a pas eu d'autres choix que d'écouter les salariés. Le syndicat Amazon Labor Union (ALU) a donc pu s'implanter sur le site KCVG.

Jordan Quinn ajoute que leur dernier combat porte sur le décès d'un de leur collègue, d'une crise cardiaque, car Amazon a mis trente minutes à appeler les secours. Le syndicalisme aux États-Unis avance très vite, bien plus vite qu'au Canada où les salariés essaient de s'organiser mais Amazon les empêche.

Amazon & Logistics workers meeting

Nous avons participé à plusieurs tables de discussions avec des travailleurs/euses d'entrepôts, des livreurs et des chauffeurs. Plusieurs questions ont été posées pour comprendre les conditions de travail et salariales des différents états des USA, du Canada, d'Allemagne et nous, Français.

Nous nous rendons compte que peut-être le continent, les conditions de travail et salariales restent les préoccupations premières de nos camarades.

Aux USA, il n'y a pas de contrat de travail a proprement dit et il n'est pas obligatoire, ce sont des « employment contract » régité selon les états donc ils peuvent être complètement différents. Si un salarié veut négocier certaines

choses de son contrat, c'est à lui d'aller le demander à sa hiérarchie mais il y a toujours une contrepartie... Et rien de noter officiellement! Il y a donc un énorme turn-over chez nos collègues Américains.

Par exemple, un nouveau salarié aura un badge blanc, il n'aura aucun bénéfice, aucune couverture santé! Pour prétendre au badge bleu (bénéfices, couverture santé, congés payés), le salarié va devoir « se tenir à carreaux » car il est très facile pour Amazon (et aux USA en général) de virer ses employés!

Une des grandes raisons de la difficulté de monter un syndicat dans un entrepôt Américain!

Fighting for a first contract!

(Se battre pour un premier contrat)

Connor Spence, un des leaders syndicaux de Amazon Labor Union a été renvoyé de son entrepôt de JFK8 à New York. Il nous raconte que malgré la difficulté à faire reconnaître le syndicat, il est en plus dur travailler à





améliorer les conditions de travail et le salaire aux États-Unis car les lois sont très limitées. Que leur but premier est de construire une solidarité avec les travailleurs.

Au début de la reconnaissance du syndicat, les militants s'organisaient localement mais ont vite compris que cela n'avait pas beaucoup d'impact c'est pour cela qu'ils réfléchissent maintenant à des campagnes nationales et des stratégies médiatiques pour mettre Amazon sous pression! Les principaux syndicats des États-Unis s'organisent donc plus largement en incluant les chauffeurs et les livreurs (Teamsters) et surtout les entrepôts derniers kilomètres « delivery station » car ce sont les sites les plus stratégiques et qui impactent le plus Amazon car c'est le dernier contact avant la livraison du client.

Continental Congress of North American Amazon Associates

(Congrès Continental des associés nord-Américains d'Amazon)

Création d'un réseau national pour les travailleurs d'Amazon pour organiser leurs luttes et leurs combats face au géant d'Amazon. C'est une grande avancée pour les salariés de pouvoir avoir une organisation nationale! Ce réseau prévoit un gros mouvement de grève dans les entrepôts, les chauffeurs et les livreurs durant le Prime Day en juillet.

Nous allons prévoir de suivre ce mouvement à travers l'Europe et à notre réseau Amazon Workers International.



Racisme et travail

La question du racisme est abordée dans les conférences depuis plusieurs sessions, et en particulier depuis 2018 avec le mouvement Black Lives Matters.

Lors de cette session de 2024, un atelier a été dupliqué à presque toutes les sessions : Race & Labor (Race et travail).

L'atelier avait pour objectif de permettre et élargir la participation des personnes racisées dans les syndicats à tous les niveaux de responsabilités ((délégué-es syndicaux/ales, représentant-es, membres) :

« Nous sommes convaincus qu'une participation maximale est la clé de la construction de syndicats démocratiques multiraciaux capables de défier le pouvoir et de gagner sur les questions de justice raciale. »

Des scénarios de situations de racisme vécues au travail était distribuée, à discuter en petits groupe sur « la manière dont il exclurait ou empêcherait les travailleurs minoritaires de participer au syndicat » et de discuter « ensuite des mesures que vous, en tant que syndicat, pourriez prendre pour répondre à ces scénarios et renforcer la solidarité entre les membres. »

Traduction de la définition du racisme donnée pendant l'atelier :

« Racisme : l'idéologie utilisée pour justifier et rationaliser les disparités raciales que nous observons dans la société actuelle et utilisée comme outil pour diviser la classe ouvrière afin que les riches puissent consolider leur richesse et leur pouvoir au sommet de la hiérarchie »

Le constat qui peut être fait dans conférence du Labor Notes est la forte participation de personnes racisées dans les délégations présentes mais aussi dans l'animation des ateliers, comme représentant-es ou élu-es de leurs syndicats.



UCORE : l'éducation au Labor notes

Le secteur de l'éducation se réunit à l'occasion de chaque Conférence du Labor Note dans le cadre du UCORE (United Caucuses of Rank and File Educators : Caucus unis des éducateurs de base)

UCORE est un réseau national de caucus d'éducateurs de la maternelle à la terminale dont les membres partagent des stratégies, organisent des ateliers sur les défis à relever et se soutiennent mutuellement dans leur travail de transformation de leurs syndicats. Certains caucus UCORE sont actifs depuis plus de dix ans. D'autres en sont à

leurs débuts. Certains occupent des postes de direction au sein de leur syndicat. D'autres sont «le syndicat qu'ils veulent que leur syndicat soit».

Une journée de réunions et d'ateliers a été organisée en parallèle du début de la Conférence du Labor notes dans le même lieu (tout comme le secteur du rail par exemple). La fédération SUD éducation était une de organisations internationales invitées (une grande délégation du Japon était aussi présente). Voici l'intervention qui y a été lue :

Conférence Labor Notes – UCORE Intervention de Sud Education Solidaires France

Bonjour,

Je suis Cybèle David de l'Union syndicale Solidaires, organisation syndicale interprofessionnelle du public et du privé de France, anticapitaliste, féministe, antiraciste, écologiste et internationaliste. Notre Union est membre du Réseau syndical international de Solidarité et de Luttes.

J'interviens aujourd'hui à la place de Manel Ben Boubaker qui devait venir pour la fédération Sud éducation et qui n'a pas obtenu son visa (ESTA). Nous sommes toutes les 2 enseignantes en banlieue parisienne et membres de la fédération Sud éducation qui regroupe des personnels de l'éducation de la maternelle

à l'université dans toute la France. En France, plusieurs syndicats peuvent être élus aux élections professionnelles. C'est le cas de Sud éducation dans de nombreux territoires et au niveau national.

Je vais vous parler de l'actualité dans l'éducation en France :

Choc des connaissances vs choc des moyens financiers

La colère est forte dans l'éducation ces derniers mois à cause d'une nouvelle réforme dite « choc des savoirs » et de l'orientation répressive et restrictive des politiques éducatives.

→ Choc des savoirs : l'objectif est d'établir des groupes de niveaux dans toutes les classes, autant dire le tri social et la sélection. Le gouvernement veut créer une école publique à deux vitesses, une pour les « bons » et une pour les « mauvais » élèves – comme on le sait, ce sont les

élèves des classes populaires qui en feront les frais.

Depuis hier, de nouvelles attaques ont été annoncées par le Premier ministre : il instrumentalise des faits isolés pour tenter de criminaliser les élèves, en particulier des quartiers populaires (et donc racisé-es en grande partie). Au lieu de donner les moyens pour l'éducation, l'égalité et la protection des jeunes, il veut transformer l'école en espace de contrôle, d'embrigadement et de répression.

L'école publique est aussi fortement attaquée en terme de moyens depuis de nombreuses années par le gouvernement de Macron : il donne de plus en plus de moyens financiers à l'école privée pour favoriser une éducation à 2 vitesses.

C'est toute la fonction publique et les services publics qui subissent des attaques en France depuis de très nombreuses années,

avec une accélération et un durcissement avec Macron.

Le Plan d'urgence 93

Une lutte avec une grève des personnels et la participation des parents et des élèves est en cours les quartiers populaires du nord Paris (la Seine-Saint-Denis, où auront lieu les Jeux Olympiques), impliquant les écoles, les collèges et les lycées pour un Plan d'Urgence.

Il s'agit d'une grève massive en raison du manque structurel de moyens, d'enseignant-es, de personnel, depuis de nombreuses années. La majorité des syndicats d'enseignants sont impliqués dans ce mouvement qui se prépare depuis plusieurs mois. Il prend la forme de grèves, de manifestations, d'occupations, de pétitions, banderoles devant les établissements...

Nous demandons 10 000 postes d'enseignant-es, éducateurs, infirmières, psychologues, etc. et de meilleurs conditions de travail et matérielles (chauffage, entretien des locaux...).

Les revendications du Plan d'Urgence ont été portées auprès du ministre de l'éducation et du Premier ministre ces derniers jours mais aucune réponse n'a été apportée : la lutte reprend ce lundi 22 avril après 2 semaines de vacances.

Répression

Nous sommes aussi confrontés depuis plusieurs années à un gouvernement répressif. Plusieurs manifestations se

sont terminées de manière très violente comme lors des deux principaux mouvements de grève contre les réformes des retraites. Par ailleurs, de plus en plus d'enseignants sont poursuivis par la hiérarchie administrative. La plupart d'entre eux sont des syndicalistes qui organisent des grèves et des mouvements locaux contre la réforme. Des étudiants impliqués avec des enseignants sont aussi sanctionnés et/ou arrêtés.

Uni-es contre le capitalisme, le patriarcat, le racisme et pour l'écologie.

Même si la politique éducative est sombre et triste pour l'éducation publique, les enseignants et les éducateurs se battent contre cette vision de l'éducation – une vision classiste, sexiste et raciste.

Une nouvelle génération d'enseignants syndicalistes est arrivée ces dernières années : des femmes, des personnes de couleurs, des personnes LGTBQIA+. Ces enseignants sont impliqués dans le mouvement féministe après le mouvement MeToo, dans le nouveau mouvement antiraciste qui se développe en France, dans le mouvement écologiste radical. Ils irriguent nos syndicats de nouvelles idées et de nouvelles pratiques de lutte. Nous sommes de plus en plus capables de mettre en parallèle la question du travail avec les autres systèmes de domination patriarcale et raciste.

La grande majorité des syndicats luttent aujourd'hui contre les violences sexistes

et sexuelle et poussent notre hiérarchie et nos syndicats à agir pour protéger les victimes et faire cesser les violences. Grâce à la mobilisation, nous avons obtenu plusieurs réformes de la part du ministère : par exemple, la possibilité de laisser les enfants transgenres choisir leur nom et abandonner leur nom d'emprunt et plus de cours d'éducation à la vie affective et sexuelle.

Récemment, notre fédération – premier syndicat d'enseignants en France – a adopté une position importante pour l'abrogation de la loi qui interdit le port du voile islamique dans les écoles publiques car nous savons que c'est une loi raciste et islamophobe. Nous savons qu'il y a un fort débat en France, y compris à gauche mais nous espérons convaincre plus largement et faire changer les choses.

Cependant, la question raciale est encore fortement niée dans l'école publique, comme dans l'ensemble de la société française. Après la mort de Nahel et les révoltes dans les banlieues, auxquelles certains de nos élèves ont participé, après le meurtre de Wanys, le mois dernier, à Aubervilliers, ville où nous enseignons, nous savons que nous devons prendre notre place en tant que syndicalistes dans ces luttes également. Pour l'égalité, une meilleure éducation et une meilleure vie pour tou-ttes les enfants et tou-ttes les habitant-es.

